

Note de l'EDAM n° 8

Enquête Djiboutienne auprès des Ménages - Indicateurs sociaux

République de Djibouti
Ministère du Commerce et du Tourisme
Direction Nationale de la Statistique

** 6 juin 1996 **

Réalisation de la base de sondage et sélection de l'échantillon

Les activités de mise à jour de la base de sondage en dehors de Djibouti-ville ont pris fin de 11 mai. Le personnel de la DI.NA.S. a bénéficié, dans les districts de l'intérieur du pays où les conditions de travail se sont avérées très difficiles, d'une bonne collaboration des autorités administratives et militaires locales. Cela a permis de couvrir la quasi-totalité des zones d'habitat sédentaire. Seules certaines localités frontalières, peuplées essentiellement de réfugiés ou de militaires, n'ont pu être atteintes en raison des problèmes de sécurité.

Les échantillons des strates 2 (400 ménages des centres urbains secondaires) et 3 (400 ménages en milieu rural) ont donc pu être tirés.

Ces deux listes de ménages, ajoutées aux 1600 ménages de la strate 1 (Djibouti-ville), complètent donc l'échantillon de 2400 ménages de l'EDAM.

Collecte des données

La collecte des données a de nouveau connu divers problèmes, liés principalement à la non-disponibilité en temps utile des fonds, mais aussi à une organisation qui s'est parfois avérée fragile.

Le manque de moyens financiers suscitant des retards de paiement des salaires et des factures des fournisseurs (notamment des véhicules loués pour le déplacement des équipes d'enquêteurs), les manifestations de mécontentement se sont poursuivies, entraînant un relâchement de la discipline et certains retards dans l'exécution des travaux.

D'autre part, le suivi des travaux de l'EDAM par la DI.NA.S. est rendu très difficile par le manque

de personnel d'encadrement. La DI.NA.S. ne dispose en effet, outre son directeur, que de trois cadres techniciens. Le calendrier de travail très exigeant obligeant la poursuite de diverses activités simultanément (mise à jour de la base de sondage, collecte des données et traitement informatique-sans oublier les activités non liées à l'EDAM), la DI.NA.S. est très dépendante de la motivation et de la compétence du personnel contractuel recruté pour l'enquête.

Les travaux de mise à jour de la base de sondage étant terminés, la supervision de la collecte des données a été renforcée. Des mesures ont été prises pour remédier au relâchement qui s'était instauré, et le déroulement des travaux est à nouveau satisfaisant, bien que toujours perturbé par le manque de fonds.

Depuis le 5 juin, trois des quatre équipes d'enquêteurs travaillent en dehors de Djibouti-ville. Une seule équipe a été maintenue dans la capitale, pour y visiter les ménages qui n'avaient pu être atteints lors du premier passage des agents.

Actuellement, la collecte des données est en cours dans les villages proches de Djibouti-ville, dont l'accès ne nécessite pas de véhicules tout-terrain. La DI.NA.S. ne dispose en effet pas des moyens nécessaires à la location de tels véhicules et au financement des frais logistiques qu'entraîne la collecte des données dans les lieux éloignés.

Une nouvelle contribution de 25.000 \$ consentie par le PNUD permettra toutefois d'envoyer les équipes d'enquêteurs dans les districts de l'intérieur dès la semaine prochaine. Des horaires de travail intensif devront être imposés pour terminer la collecte des données avant la fin du mois de juin.

Traitement informatique

La saisie informatique des données se poursuit au rythme de la collecte. Environ 1300 questionnaires ont déjà été saisis. Le fichier informatique des données devrait donc être disponible très peu de temps après la fin de la collecte. La DI.NA.S. veillera à ce que les questionnaires remplis soient régulièrement acheminés des districts de l'intérieur vers Djibouti, pour y être saisis, afin d'éviter tout délai dans la production des résultats.

La correction des données saisies a débuté. Ces corrections sont effectuées manuellement, par retour au questionnaire. Il a été décidé de ne pas procéder à un apurement automatique des données, qui pourrait biaiser les données. La correction des fichiers est donc laborieuse, et ne pourra pas être terminée au début du mois de juillet.

La rédaction de programmes de tabulation est en cours. Dès la fin de la saisie, les principaux résultats de l'enquête pourront donc être produits. Ils le seront sur la base d'un fichier de données **partiellement corrigées**. Les résultats ainsi produits ne seront pas fondamentalement différents de ceux qui seront produits ultérieurement sur la base du fichier des données corrigées. Ils auront donc, pour l'essentiel, la même valeur informative.

La DI.NA.S produira une série de tableaux devant répondre à la plupart des besoins des utilisateurs. L'Unicef ayant défini très précisément ses besoins d'informations, une série de tableaux sera produite pour ses besoins spécifiques.

Situation financière

L'Unicef et le PNUD ont tous deux accordé une aide financière complémentaire, respectivement de 5.000 \$ et de 25.000 \$, qui combleront le besoin de financement qui avait été mentionné dans le *Protocole d'accord pour le financement conjoint de l'EDAM*.

La contribution de l'Unicef a déjà été transférée à la DI.NA.S. Celle du PNUD le sera très prochainement. La représentation résidente du PNUD à Djibouti ayant obtenu du siège de l'OPS l'autorité sur la gestion de ces fonds, il ne sera plus nécessaire de requérir les autorisations préalables de New-York pour leur utilisation.

Cette procédure facilitera et accélérera très fortement la mise à disposition des fonds à la DI.NA.S., qui s'avère très urgente.

L'effort consenti par le PNUD et l'Unicef permettra de poursuivre les activités dans les districts dès la semaine prochaine.

Pour que les travaux de l'EDAM puissent être achevés, il est nécessaire que la contribution du *projet d'appui au secteur santé*, dont le versement connaît de très importants retards, soit obtenue. Il semble qu'une solution soit en vue pour l'obtention des 18.000 \$ devant encore être transférés.

La Banque mondiale procédera également prochainement au transfert du solde de sa contribution, soit 9.000 \$.

Après avoir été longtemps incertain, le financement de l'EDAM semble donc trouver une conclusion positive. Mais à trois semaines de la fin prévue des travaux, on constate que 52.000 \$, sur un budget total prévu (et vraisemblablement respecté) de 158.000 \$, n'ont toujours pas été transférés. Tout au long de l'enquête, les difficultés financières auront perturbé les activités, en rendant problématique la planification et l'exécution des travaux, et en démotivant à plusieurs reprises le personnel.

Divers

Une mission de la Banque mondiale se rendra vraisemblablement à Djibouti au cours du mois de juillet, en vue de procéder à une première analyse des résultats de l'enquête. Un atelier de travail pourrait être organisé. Un consultant national devrait être recruté pour procéder à un examen préalable de la littérature Djiboutienne en matière de pauvreté.

Des demandes d'informations complémentaires ainsi que des remarques et suggestions sur la *Note de l'EDAM* peuvent être adressées à M. Houssein Hassan Farah, Directeur de la Direction Nationale de la Statistique, Ministère du Commerce et du Tourisme.



(+253) 35 16 82



BP 1846, Djibouti, Rép. de Djibouti